



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ENQUÊTE SUR LA PERCEPTION DE LA DETTE PUBLIQUE PAR LES FRANÇAIS

Rapport d'étude qualitative

FEVRIER 2021

RÉGIS SUTEAU

JULIE DELEPLANCQUE

GAME CHANGERS



RAPPEL DES OBJECTIFS ET DE LA MÉTHODOLOGIE

1

RAPPEL DES OBJECTIFS (1/2)

Une enquête pour nourrir la réflexion de la Commission sur l'avenir des finances publiques

- La France connaît une **dégradation continue de ses comptes publics depuis plusieurs décennies**. La **crise sanitaire et ses conséquences économiques et sociales** ont encore lourdement aggravé la situation, avec, pour **l'année 2020**, un déficit devant atteindre environ **10% du PIB** et une dette frôlant les **120% du PIB national**.
- Dans ce contexte, le Premier Ministre a institué le 4 décembre 2020 **une Commission sur l'avenir des finances publiques** dont l'objectif est de définir des **scénarios de retour à l'équilibre** et de **trouver des pistes pour améliorer la situation** des finances publiques ainsi que la **gouvernance** en la matière.
- **Dans cette optique, la Commission souhaite disposer d'éléments précis et objectifs sur l'état actuel de l'opinion quant à la situation des finances publiques, et en particulier sur le niveau de la dette**. Parmi les questions qui peuvent se poser :
 - Les Français ont-ils conscience du poids de la dette sur les finances publiques ? Et de son évolution ces dernières années ?
 - Quelles en sont les causes d'après eux ?
 - Comment perçoivent-ils ce problème dans le nouveau contexte de crise sanitaire ? Et comment imaginent-ils que la nouvelle « dette Covid » va être gérée ?

RAPPEL DES OBJECTIFS (2/2)

→ Afin de répondre à ces interrogations, Ipsos a été mandaté pour réaliser une enquête associant méthodologies quantitative et qualitative

VOLET QUANTITATIF

Objectif : disposer d'indicateurs chiffrés précis, permettant d'objectiver le niveau de préoccupation à l'égard de l'endettement, et de connaître les préférences des Français pour gérer cet endettement à l'avenir.

Méthodologie : enquête menée par Internet auprès d'un échantillon de 1000 Français de 18 ans et plus, représentatif de la population française globale selon la méthode des quotas (sexe, âge, CSP, région et taille d'agglomération).

VOLET QUALITATIF

Objectif : approfondir les connaissances et les ressentis des Français sur la problématique des finances publiques et de la dette, mettre des mots sur l'origine et l'impact de l'endettement, tester différents scénarios de gestion de la dette future, aborder des points techniques difficilement testables en quanti (débat sur le cantonnement, etc.)

Méthodologie : 6 réunions de groupes, animées par un expert quali Ipsos. Composition des groupes panachée par sympathie politique, âge et CSP, afin d'obtenir des groupes relativement homogènes et de libérer la parole.

METHODOLOGIE QUALITATIVE

6 focus groups de 2h30, à Paris et en région

6 à 7 participants par groupe. Focus groups menés en présentiel, entre le jeudi 21 janvier et le mercredi 27 janvier 2021

G1
Paris
Sympathisants LREM
CSP moyennes et supérieures
30-60 ans
21/01/2021 – 6 participants

G2
Lille
Sympathisants LR,
CSP moyennes
45-70 ans
26/01/2021 – 6 participants

G3
Montpellier
Sympathisants RN,
CSP moyennes et populaires
30-60 ans
26/01/2021 – 6 participants

G4
Dijon
Sympathisants PS & LFI,
CSP moyennes et populaires
30-60 ans
26/01/2021 – 7 participants

G5
Bordeaux
Sympathisants EELV,
CSP moyennes et supérieures
25-55 ans
27/01/2021 – 6 participants

G6
Paris
Jeunes, mix sympathies partisanes,
mix CSP
20-30 ans
27/01/2021 – 6 participants

NB : recrutement sur panel. Participants rémunérés par chèque bancaire.

Ce dispositif d'étude est basé sur une méthodologie qualitative. Les résultats ne peuvent pas être projetés à l'ensemble de la population en raison de la sélection de l'échantillon, de la taille de l'échantillon et des méthodes utilisées.

PERCEPTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DU PAYS ET DES MESURES MISES EN PLACE

2

UNE GRANDE INQUIÉTUDE RELATIVE À LA SITUATION ÉCONOMIQUE DU PAYS

Des préoccupations partagées et très concrètes

Un **moment extrêmement grave et anxiogène**, avec dans l'ordre des préoccupations (communes à tous les groupes) :

- Le **chômage**
- Les **faillites d'entreprises**, en particulier dans les secteurs les plus affectés par la crise (restauration, tourisme, événementiel, culture...)
- **L'augmentation des situations de précarité** et de pauvreté
- Le spectre d'une **récession**, voire d'un effondrement de l'économie
- Le tout dans un **climat de morosité**, de dépression et d'absence de perspectives personnelle et collective



« Avec le Covid, il y aura de plus en plus de gens au chômage, ça va être une catastrophe – c'est moins de création d'entreprises – des faillites d'entreprises »
(RN)



« Je pense à l'impact sur les retraites, sur le paiement des retraites s'il y a moins d'actifs, moins de cotisations, on rentre dans une spirale... »
(LREM)



« On est en insécurité économique
- C'est sombre
- C'est compliqué
- C'est inédit, on n'a pas de visibilité
- C'est presque une économie de guerre »
(PS-LFI)

UNE GRANDE INQUIÉTUDE RELATIVE À LA SITUATION ÉCONOMIQUE DU PAYS

La place accordée au sujet de la dette parmi ces préoccupations est très variable

Sa place parmi la hiérarchie des inquiétudes est assez différenciée selon les groupes - toujours en évocations spontanées :

- Parmi les **toutes premières préoccupations** pour les groupes **LREM, LR**
- **Présent dans une moindre mesure** et de façon contrastée dans les groupes **RN** et **PS-LFI**
- En revanche, c'est un sujet qui n'est **pas évoqué spontanément** au sein des groupes **EELV** et **jeunes**



*(La conséquence du Covid à laquelle vous pensez en premier ?) « Le gonflement de la dette. »
(LREM)*



*« On est endettés, on explose le budget. »
(LR)*



*« L'endettement de la France est de plusieurs milliards. Et avec la crise Covid, c'est catastrophique, c'est de pire en pire.
- Non, ma vision à moi n'est pas au niveau des finances publiques. Elle est un peu plus bas »
(RN)*

UNE GRANDE INQUIÉTUDE RELATIVE À LA SITUATION ÉCONOMIQUE DU PAYS

Des difficultés envisagées sur le long terme

Interrogés sur la **durée de la crise**, les participants anticipent en général une **économie en difficulté sur le long terme**, pour plusieurs raisons :

- La **durée de la crise à l'instant « t »** et les **dégâts déjà causés** à l'économie ne permettent pas d'envisager un « rebond » mécanique à la fin de l'épidémie (commerces déjà fermés, entreprises maintenues artificiellement à flot par les aides, actifs au chômage partiel...)
- Mais surtout la **perspective elle-même de cet horizon libérateur qui semble s'éloigner**, annonçant encore de longs mois d'incertitudes et d'activité restreinte pour de nombreux secteurs

→ **C'est donc plutôt une aggravation des situations de faillites, de chômage et de pauvreté qui semble s'annoncer**

→ **Pour les personnes ayant évoqué la dette comme une de leurs préoccupations, celle-ci semble devoir encore se creuser au vu des points précédents.**

« Je pense que ça va mettre du temps, le temps que tous se relance et il va falloir régler les choses, même si on est vaccinés, beaucoup de secteurs ont eu des trous d'activités, il va falloir qu'ils s'en remettent. » (Jeunes)

« Je pense que c'est du très long terme. J'ai 61 ans, on passe de crise en crise. Les économistes disent que c'est temporaire. Mais c'est surtout qu'on passe d'une crise à une autre. Mais celle-ci, c'est la plus impactante depuis fort longtemps. C'est mondial. Ce n'est pas uniquement la France qui est touchée. C'est compliqué. » (PS-LFI)

« Il faut rester optimiste, je pense que oui, ça prendra le temps que ça prendra, on s'est bien relevé d'une guerre mondiale donc d'une épidémie, on pourra bien sûr, mais en combien de temps ?
- Ce sera plus long et plus marqué que la crise de 2007 je pense, beaucoup plus marqué car le monde entier est touché. » (LREM)

UNE GRANDE INQUIÉTUDE RELATIVE À LA SITUATION ÉCONOMIQUE DU PAYS

Néanmoins une situation détériorée qui est envisagée à l'échelle de la planète

- **Seule maigre consolation**, ce tableau extrêmement sombre s'envisage généralement sous l'angle **d'une situation mondiale exceptionnelle** et **partagée** par l'ensemble (ou presque) des pays du globe
- « Pour une fois », la situation économique de la France n'est pas envisagée sous l'angle du déclinisme et de l'effritement de la puissance nationale
 - Un discours qui reste néanmoins présent au sein du groupe RN



« Je pense que c'est du très long terme. J'ai 61 ans, on passe de crise en crise. Les économistes disent que c'est temporaire. Mais c'est surtout qu'on passe d'une crise à une autre. Mais celle-ci, c'est la plus impactante depuis fort longtemps. C'est mondial. Ce n'est pas uniquement la France qui est touchée. C'est compliqué. » (PS-LFI)



« Il faut rester optimiste, je pense que oui, ça prendra le temps que ça prendra, on s'est bien relevé d'une guerre mondiale donc d'une épidémie, on pourra bien sûr, mais en combien de temps ? »
« Plus long et plus marqué que la crise de 2007 je pense, beaucoup plus marqué car le monde entier est touché. » (LREM)

UN GOUVERNEMENT QUI A MIS EN PLACE LES MESURES NÉCESSAIRES SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE

Une restitution assez exhaustive et une perception positive des aides mises en place

Interrogés sur les **mesures mises en œuvre pour atténuer le choc économique** de la pandémie, les participants de l'ensemble des groupes ont su restituer **une liste assez complète**.

NB : sont aussi citées, de façon plus mineure, des sujets tels que la gratuité des tests

Chômage partiel	Aides aux auto-entrepreneurs	Annulation et report de charges	Report de loyers	Prêts garantis par l'Etat
	Aides sociales exceptionnelles pour les plus démunis	Prolongation des droits aux indemnités chômage	Aides aux étudiants, repas à 1€	Prolongation des droits des intermittents

UN GOUVERNEMENT QUI A MIS EN PLACE LES MESURES NÉCESSAIRES SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE

Une action jugée positivement, de façon unanime

- Le **constat est commun à tous les groupes** : l'Etat a été présent et a fait le nécessaire pour atténuer le choc de la pandémie sur les particuliers, quelle que soit la catégorie considérée (salariés, étudiants, chômeurs...) comme sur les acteurs économiques (entreprises de toutes tailles)
- Face à la **liste des mesures mises en place**, c'est généralement un **sentiment de chance** qui est exprimé par les participants, notamment lorsqu'ils **comparent la France** avec d'autres pays développés - de façon emblématique et caricaturale avec les Etats-Unis (perte instantanée de son emploi à la fermeture de l'entreprise, coûts des tests Covid...)
- Néanmoins l'approbation de ces mesures repose sur **différents ressorts en fonction des sensibilités** :
 - Une acceptabilité exceptionnelle du fait d'un contexte extra-ordinaire pour les groupes LREM, LR et RN (nécessité faisant loi)
 - Une acceptabilité plus « doctrinale » de cet interventionnisme pour les groupes situés plus à gauche



« On a un Etat fort quand même. Et protecteur. Qui met en place des aides.
- On a la chance d'être Français.
- Oui, on est bien lotis.
- L'Etat a essayé de réduire la casse. » (PS-LFI)



« On est dans un pays qui ne nous laisse pas tomber
- Le gouvernement assure » (LR)



« L'Etat n'a pas laissé tomber les citoyens, on n'a pas été laissés de côté, même si tout n'était pas parfait » (Jeunes)

DES MESURES QUI ONT NÉANMOINS UN COÛT DONT LE MONTANT INQUIÈTE PLUS OU MOINS

A l'évocation de ces mesures, la question de leur financement est très spontanément évoquée

- Le sentiment général est celui d'un **soutien temporaire** et qui devra tôt ou tard être **répercuté sur l'ensemble des acteurs économiques** : une forme de **sursis**
- Les **conséquences sur les finances publiques** sont très rapidement évoquées dans la foulée de ces mesures, voire de façon concomitante : **l'idée** que la **dette / le déficit va augmenter** est très **claire** pour tous, avec un **degré d'inquiétude** à cet égard **variable** :
 - Déjà se dessine, pour une majorité, la conséquence à venir d'une **contribution des citoyens** (sous forme d'impôt supplémentaire, de réduction de la dépense publique donc de prestations telles que les retraites, aides...)
 - Une minorité (à gauche) évoque déjà la **possibilité d'une annulation** de la dette si celle-ci est coordonnée
- Encore une fois, **le sentiment que la situation est mondiale** et que la France n'est pas seule à devoir soutenir ainsi son économie vient quelque peu **atténuer ce sentiment d'inquiétude**.



« On a beaucoup de chances de vivre en France
- Mais on va le payer
- Ce n'est pas un cadeau. »
(EELV)



« Il y aura un accroissement de la dette mais tous les pays sont dans la même galère. On trouvera sûrement des moyens pour éponger la dette. Mettre le compteur à 0.. »
(PS-LFI)



« Ça va creuser la dette
- On est lourdement endettés
- Mais c'est mondial alors ça va. »
(Jeunes)

DES MESURES QUI ONT NÉANMOINS UN COÛT DONT LE MONTANT INQUIÈTE PLUS OU MOINS

Au-delà de l'augmentation mécanique de la dette, c'est un sentiment d'étrangeté qui s'exprime globalement face à cet afflux de liquidités

- Une forme de **surprise ou de perplexité** pour les groupes de **gauche et RN** face à cet afflux d'argent « magique », **introuvable avant la crise** et qui aujourd'hui semble couler à flot (à noter : sans aller toutefois jusqu'à des raisonnements de nature complotiste)
- Une **inquiétude forte des groupes LREM / LR** quant aux montants atteints (connus ou présumés) et à la **nécessité de rembourser** un jour ces sommes. Une **préoccupation renforcée par la situation présente** et l'absence de perspective immédiate d'amélioration : des mesures de soutien qui ne peuvent encore être levées et doivent être maintenues sur le long terme pour des pans entiers de l'économie et en particulier pour les secteurs les plus touchés

→ Une **perception ambivalente** de cet argent, dont la **présence soudaine rassure et inquiète** à la fois.

« Ça fait peur de voir qu'on puisse d'un seul coup sortir autant d'argent alors qu'on dit tout le temps qu'on est en déficit. » (RN)

« On est en train de sortir des milliards par paquets alors qu'on n'en avait pas avant. D'où ça vient ? Pourquoi ça sort maintenant ? » (PS-LFI)

« D'où vient cet argent ? J'ai profité de cet argent en chômage partiel, avant la crise, y'avait pas d'argent et d'un coup : tout, quoiqu'il en coûte, c'est la planche à billets, moi on m'a toujours dit qu'il fallait bosser, ça fait 40 ans que j'entends qu'il faut travailler et c'est mis à mal, je ne comprends plus bien dans quelle société on vit » (LREM)

« On a peur de ne pas pouvoir rembourser, ça va créer une dépression, comme quand il fallait aller chercher une baguette avec une brouette de billets »
« Il va falloir rembourser tout ça et ce sera pour nos enfants et nos petits-enfants » (LR)

CONNAISSANCES RELATIVES À LA DETTE PUBLIQUE ET À SON ÉVOLUTION

3

DES CONNAISSANCES THÉORIQUES CORRECTES MAIS RELATIVEMENT LIMITÉES

Une compréhension « instinctive » de ce que sont la dette et le déficit, calquée sur la comptabilité des particuliers et des entreprises

- Dans tous les groupes, **la dynamique collective permet de reconstruire des définitions correctes** de la dette publique et du déficit – même si certains aspects, comme les 3 grands postes de la dette publique, ne sont jamais évoqués spontanément.
- La **dette** est ainsi généralement définie comme **l'ensemble des emprunts contractés par l'Etat**, emprunts rendus nécessaires quand les ressources ne suffisent pas à couvrir toutes les dépenses
- Le **déficit** est défini comme le **solde négatif** entre les ressources et les dépenses de l'Etat, une **forme de « découvert »**.
- Cette **comparaison avec le budget d'un ménage n'est pas anodine**, dans la mesure où ce parallèle avec l'économie domestique est la **référence la plus immédiatement mobilisable** par une majorité de participants, d'où, parfois, des **incompréhensions** (parallèle avec le surendettement) ou une **mise à distance** (cf. infra).



« La dette, c'est l'Etat qui emprunte de l'argent et qui doit le rembourser »

« La dette, c'est quand on vit au dessus de nos moyens – des prêts – l'argent qu'on doit rendre » (LR)



« Le déficit, c'est ce qu'on ne sait pas rembourser, quand les impôts ne suffisent pas à rembourser – le solde négatif » (LR)



« Le déficit, c'est ce qu'on n'arrive pas à rembourser » (RN)



« Le déficit c'est quand on a trop de sorties par rapport aux entrées.
- On est dans le rouge. »
(Jeunes)

DES CONNAISSANCES THÉORIQUES CORRECTES MAIS RELATIVEMENT LIMITÉES

Les mécanismes permettant à l'Etat de se financer sont peu connus en particulier chez les jeunes et dans les groupes CSP-

- Une **minorité** de « sachants » dans chaque groupe permet en général d'établir que l'**Etat « vend » sa dette sur les marchés financiers**, par l'intermédiaire de la **BCE** dans un premier temps et des **banques commerciales** dans un second temps
 - Il est **plus difficile de définir les acheteurs**, en particulier dans les groupes CSP- et jeunes. A la réflexion et en mettant en commun les connaissances des plus familiers des mécanismes financiers, on parvient à lister un certain nombre d'acheteurs / détenteurs de la dette des Etats : autres Etats, institutions financières privées types banques commerciales et assurances, particuliers à travers des produits financiers comme les assurances-vie...
 - Les **notions d'échéance** et **d'intérêts** sont **rarement évoquées**
 - Le terme d'obligations est parfois utilisé, pas celui de bons du trésor
- **Des mécanismes et une image des créditeurs très abstraits**

« (Ca fonctionne comment ?) Comme un particulier qui emprunte à une banque sauf que pour l'Etat c'est la BCE et le FMI.
- Et je pense qu'on fait également fonctionner la planche à billets. » (PS-LFI)

« Sur les marchés financiers – Internationaux -
Après de grandes institutions, d'autres états, des banques - La BCE » (LREM)

« Après de la BCE, du FMI
– Ah ben non quand même, on n'en est pas là ! » (LREM)

« Les emprunteurs achètent des obligations, ils sont remboursés à une certaine échéance.
- On prête à la France parce qu'elle est capable de rembourser, la France offre des garanties de remboursement, pas comme les pays africains » (LR)

UNE CONNAISSANCE TRÈS INÉGALE DES MONTANTS ACTUELS ET PASSÉS DE LA DETTE ET DU DÉFICIT

Peu de connaissances précises, mais une anticipation généralisée (un pressentiment) de montants très élevés

- Le **niveau d'endettement actuel** était en général **connu**, en pourcentage du PIB, **d'une minorité de participants** (deux par groupe environ), une connaissance un peu plus partagée dans les groupes LREM et LR.
- **A la découverte des chiffres 2019 et 2020, les réactions sont contrastées :**
 - En transverse dans l'ensemble des groupes : pas de réelle surprise (tous anticipaient des niveaux très élevés), mais une forme de **perplexité inquiète** face aux montants cités, en valeur absolue comme en pourcentage
 - Dans les groupes de **sympathies centriste et de droite, une inquiétude marquée** : l'impression d'un puits sans fonds, et une préoccupation quant à l'inéluctable mais douloureux remboursement à venir
 - Dans les groupes **plus à gauche et RN**, beaucoup expriment une certaine **mise à distance**, une incapacité à se représenter ces chiffres et leur potentielle « gravité »

« Ah oui ! - Ah quand même ! - Ça fait beaucoup - C'est inquiétant - Ça me paraît beaucoup »
- Je pense que c'est la première fois qu'on en arrive là, on ne produit plus rien en France, l'Asie est un mastodonte qui rachète la dette, comme celle du Portugal mais le prochain step c'est quoi ? comment ça va se passer ? » (LREM)

« C'est énorme ! Et personne n'a rien fait... » (LR)

« Ça me paraît irréel, ces chiffres sont tellement faramineux. C'est tellement énorme - je trouve que c'est des chiffres imprononçables » (RN)

UNE CONNAISSANCE TRÈS INÉGALE DES MONTANTS ACTUELS ET PASSÉS DE LA DETTE ET DU DÉFICIT

Sans en connaître les détails, tous les participants ont conscience / imaginent que le montant de la dette n'a fait qu'augmenter

- Une **perception partagée** : l'endettement n'a fait qu'augmenter.
- Une **impression alimentée**, pour les plus âgés, par une **succession d'événements et de crises** : chocs pétroliers des années 70, certains à droite évoquent les nationalisations du début des années 80, guerre du Golfe, crise de 2008... Le tout couplé à une **montée du chômage** et une **augmentation de la population**.
- La **découverte du diagramme** indiquant la progression de la dette et du déficit depuis 1980 n'est donc pas une surprise. Elle vient **conforter les réactions précédentes** :
 - Pour les « déjà inquiets » : préoccupation renforcée par une sorte d'emballement que rien ne semble pouvoir arrêter
 - Pour les « distanciés » : une forme de fatalisme face à un mouvement qui, tout en semblant hors de contrôle, n'a pas d'impact sur la vie quotidienne



« Depuis les années 80, on est passé de crise en crise. Ce sont les crises successives. Le choc pétrolier. La crise des subprimes. On vit au-dessus de nos moyens. Il y a de moins en moins de travail. » (PS-LFI)



« Depuis les années 70
– 1973 et le choc pétrolier
- Les nationalisations en 1981
- Y'a eu des accalmies je suppose, des périodes où ça allait bien... je réfléchis (rires), je travaille dans l'aérien depuis 30 ans, chez Air France, mon entreprise est à l'image de la France, embellie puis crise, nationalisée puis privatisée, le plus faste pour Air France, c'était le début des années 2000, un vrai boom économique » (LREM)



« On a laissé faire, par facilité, par laxisme » (LREM)

UNE APPRÉHENSION PARFOIS DIFFICILE DE CES DONNÉES

Des montants et des proportions qui, couplés au référentiel du budget d'un ménage, échappent parfois à l'entendement : une mise à distance

Dans chaque groupe, et en particulier dans les groupes CSP- et jeunes les moins à l'aise avec les données financières « macro », bon nombre de participants avouent leur **perplexité** / leur **incompétence** à commenter les chiffres présentés. Plusieurs explications données ou sous-jacentes à cela :

- Des **chiffres stratosphériques** qui n'ont **aucune matérialité**
- Le **parallèle avec le budget des ménages** déjà évoqué, vient brouiller les repères plus qu'il ne facilite la compréhension
- Des **outils mathématiques mal maîtrisés** : la possibilité d'un **indicateur dépassant 100%** n'est pas une évidence pour tous
- Un **lexique économique passé dans le langage courant et spontanément restitué** mais dont la **connaissance n'est que superficielle** : la notion de **PIB** n'est sans doute pas si claire que cela pour tous (même si c'est un point que nous n'avons pas creusé)



« C'est aberrant ! Par rapport à notre vie quotidienne...

- C'est difficile à appréhender.

-Ça semble éloigné. On a du mal à se projeter. J'ai du mal à me rattacher à ces chiffres. » (PS-LFI)



« (Dette publique 202 = 98% du PIB) Ca veut dire qu'on est à 2 % d'être foutus ? Ça se passe comment ? » (EELV)



« Ça ne parle pas du tout en fait. Je n'ai pas les connaissances pour. On parle de pourcentage de PIB. Bien sûr, je sais que la situation est grave vu qu'on en parle mais c'est difficile de me projeter dans cette gravité et dans cet état d'urgence. »

- Si j'étais un particulier, est-ce qu'on m'autoriserait à m'endetter autant ?

- Et jusqu'où ça peut aller ? 120, 130, 140%. On a du mal à voir ce que ça peut avoir comme conséquences. » (PS- LFI)



« Mais pourquoi on dit que la France est un pays riche alors ?!

- L'Etat devrait être interdit bancaire ! » (Jeunes)

NIVEAU DE PRÉOCCUPATION RELATIF À LA DETTE

4

UNE PRÉOCCUPATION NETTEMENT PLUS MARQUÉE DANS LES GROUPES DE SYMPATHISANTS LR ET LREM

Une préoccupation qui repose sur une conviction morale et sur des anticipations économiques

Conviction morale

- Dans l'absolu, dans une logique de « **bon père de famille** », il n'est pas bon de vivre au-dessus de ses moyens
- Même s'il semble **normal qu'un Etat ait besoin d'emprunter** (mais dans une limite raisonnable difficile à chiffrer, ou en cas de crise exceptionnelle comme aujourd'hui) :
 - Quelques rares participants (LREM) font référence aux critères de Maastricht des 3% de taux de déficit comme une limite raisonnable – en tout cas comme une règle qui semblait inviolable dans l'UE pré-Covid

Anticipations économiques

- Ils **ne voient d'autre issue à la dette** (Covid ou non) **qu'un remboursement intégral**, lequel exigera nécessairement une réduction des dépenses publiques et/ou une hausse des **prélèvements** obligatoires. Ils anticipent donc une **augmentation de divers impôts, taxes et contraventions**, tout comme une **diminution des prestations sociales** (retraites plus tardives, moins généreuses, moindres allocations chômage...)
- Autant de **mesures** dont ils anticipent le **poids sur eux et leurs enfants**
- Une minorité évoque la **possible montée des taux** qui alourdirait encore le poids du remboursement
- Voire le **risque de « dépendance »** vis-à-vis d'autres Etats détenant notre dette

UNE PRÉOCCUPATION NETTEMENT PLUS MARQUÉE DANS LES GROUPES DE SYMPATHISANTS « DE DROITE »

Une préoccupation qui repose sur une conviction morale et sur des anticipations économiques

Conviction morale



« Déontologiquement, devoir de l'argent, ça me gêne, mais j'ai toujours lu que ce n'était pas mauvais d'avoir une dette maîtrisée, bien gérée. » (PS -LFI)

« C'est comme un particulier, il ne faut pas être en surendettement ! » (LR)

« 100% du PIB c'est énorme je pense, 100% des revenus, la richesse produite, imaginez, si je dois à la banque les 100% de mon salaire ! » (LREM)

Anticipations économiques



« C'est la montée des taux qui m'inquiètent, c'est un fardeau pour les jeunes générations, c'est l'image d'un foyer ruiné en fait, donc l'argent passe dans le remboursement c'est pas encourageant pour les jeunes, j'ai déjà l'impression d'avoir vécu crise sur crise »

« Et plus d'impôts pour eux »

« Et moins de protection »

« Comme dans les pays libéraux : chacun paye sa sécurité sociale etc. » (LREM)

UNE PLUS FORTE MISE À DISTANCE DANS LES GROUPES PLUS À GAUCHE, AU RN ET CHEZ LES JEUNES

Plus qu'un désintérêt, une distanciation face à un sujet très abstrait

- Un sujet perçu comme **sans incidence sur leurs conditions de vie** au quotidien, en particulier dans un **contexte** où de nombreux participants disent **vivre « au jour le jour »**, notamment ceux touchés par la crise et faisant face à une diminution de leurs revenus
- Certains établissent également des **parallèles avec des sujets connexes**, sujets un temps présentés comme des motifs de préoccupation majeure et qui s'avèrent finalement **sans conséquence tangible** pour les citoyens :
 - Le « **trou de la Sécu** » : trou il y a, mais la Sécurité Sociale au sens large est perçue comme une institution inébranlable et les citoyens continuent à être indemnisés
 - La **dégradation des notes données aux Etats par les agences de notations financières** lors de la crise des *subprimes* : quel impact *in fine* ?
- Pour certains enfin (RN en particulier) prévaut le sentiment que les gouvernants **trouveront toujours le moyen de financer cette dette** d'une manière ou d'une autre. L'image de la « **planche à billets** » a plusieurs fois été utilisée sans être explicitée.



Personnellement, on ne le ressent pas. Ce sont des rapports et des chiffres et des statistiques et ça ne nous concerne pas. C'est plus le problème de politiques. (PS -LFI)



« Je ne suis pas inquiète car ils arrivent toujours à sortir des billets d'un chapeau, ils arriveront à s'en sortir. - Ce n'est pas nouveau, ça me fait penser à une normalité, à quelque chose d'assez classique et élémentaire dans la gestion d'un budget national » (RN)



« Ça reste flou, à notre échelle, c'est un jouet qu'on nous agite pour justifier des décisions économiques - Le curseur de l'acceptable nous dépasse complètement, c'est comme l'expression trop entendue du « Trou de la Sécu », entre 10 millions et 10 milliards - Pour moi, la dette c'est un concept assez fictif, on parle de la dette de la SECU, mais depuis 30 ans, ça flotte un peu au-dessus de nous... - On n'arrive pas à se projeter, la crise, on ne la maîtrise pas, pas d'échéance de fin, pas de perspective d'évolution positive » (EELV)

NÉANMOINS LA QUESTION DU POIDS DE LA DETTE À L'AVENIR EST UNE RÉALITÉ POUR UNE IMMENSE MAJORITÉ

L'idée que cette dette pèsera sur l'avenir et sur les jeunes générations semblent intégrée de tous, avec une forme de fatalisme

- La question du « poids de la dette » pour les générations futures ressort de façon spontanée surtout chez les profils les plus sensibles au sujet, et est bien présente en assisté dans l'ensemble des groupes.
 - De façon transverse, l'avenir de la jeunesse est une source de préoccupation qui dépasse largement la question du remboursement de la dette et était présente avant la crise de la Covid, cette dernière et ses conséquences ne venant que la renforcer.
 - Les inquiétudes sont multiples : difficulté à trouver un emploi et à le conserver dans la durée, moindre rémunération, Etat providence dégradé, âge de la retraite repoussé et niveau de pension faible...
- Si la pandémie et ses conséquences viennent s'ajouter aux anticipations négatives pour les jeunes générations, ce n'est pas tant la question du poids de la dette qui domine que celle de conditions de vie générales dégradées (NB : le groupe EELV cite le réchauffement climatique comme un défi nettement plus grave à affronter que la dette)

« On a toujours l'impression que ce sont ceux d'après. On continue, on continue. Tant pis pour ceux d'après...
- C'est difficile de se projeter dans 10 ans et de savoir ce que la génération future va payer. J'ai du mal à y penser » (PS-LFI)

« On va laisser des dettes à nos enfants au lieu d'un héritage, ce n'est pas un cadeau.
- Ils ne vivront pas comme nous, ils ne pourront pas consommer de la même manière
- Plus d'impôts, plus de charges, moins de remboursement de soins, plus de précarité de l'emploi » (LR)

« Que vont faire nos enfants ? Je me préoccupe de leur avenir et même de celui de leurs enfants
-On s'attend à une politique d'austérité » (EELV)

« Cela va nous toucher, on va devoir la rembourser, notre génération, nos enfants et leurs enfants
- On va devoir plus travailler, faut gagner de la thune, investir dans l'immobilier, on n'aura pas de retraite, il faut faire son truc à soi, surtout si on est profession libérale » (Jeunes)

UN SCÉNARIO CATASTROPHE N'EST PAS PERÇU COMME CRÉDIBLE POUR UNE IMMENSE MAJORITÉ

Des motifs d'espérer – ou en tout cas, de ne pas tout voir en noir

Néanmoins, de façon transverse, **une majorité ne croit pas à la possibilité** pour la France de faire face à une **crise de la dette**, dans un scénario « **à la grecque** » - seule une petite minorité s'en inquiète sur l'air du « personne n'est à l'abri ». Plusieurs raisons à cela :

- Les **fondamentaux économiques français semblent plus solides** (vs. en Grèce, une économie manquant de réels atouts à l'exception du tourisme et mal administrée – collecte des impôts défailante...)
- **L'Union Européenne** et en particulier la **BCE** sont plutôt perçues comme des **instances rassurantes**, des filets de sécurité dans le contexte qui **interviendront** pour éviter tout effondrement (avec toujours la Grèce en référence). **Néanmoins le plan de relance** européen décidé en juillet n'a quasiment **jamais été évoqué**.
- Le fait que **tous les Etats, même** les plus **orthodoxes** dans la gestion de leurs finances publiques (Allemagne), soient obligés d'en passer par un recours accru à l'emprunt pour financer la lutte contre la pandémie est aussi un facteur de réassurance.

« Aujourd'hui, aucun pays n'est à l'abri de rien mais c'est particulièrement la Grèce car eux ont menti pour rentrer en Europe » (LREM)

« Dans l'immédiat, non, je ne vois pas comment on en arriverait là (à une crise de la dette) ? Quand on voit la Grèce qui était en déficit, elle s'en est sortie - Je pense qu'on aura toujours des amis pour nous aider » (RN)

« Moi je suis très pro européen et l'Europe me donne de l'espoir, ils réagissent, on se sent moins seul, on est 27, c'est pas parfait mais ça marche. » (LREM)

« On a les reins plus solides (que la Grèce).
- On a du potentiel, des brevets, des choses qui peuvent faire rentrer de l'argent demain
- On a des capacités supérieures à d'autres pays, on a moins de chances de tomber » (LR)

« La France est un pays puissant, elle ne va pas tomber si bas. » (Jeunes)

CAUSES ET RESPONSABILITÉS DANS L'ENDETTEMENT PUBLIC

5

LES CAUSES PERÇUES DE L'AUGMENTATION DE LA DETTE ET DU DÉFICIT PUBLICS

En spontané, un éventail de causes hétéroclites

- La **protection sociale** est citée spontanément par tous les groupes :
 - Un poste important mais positif, nécessaire dans les groupes PS-LFI, EELV
 - Un poste trop important car mal géré pour LREM, LR, RN
- Le **train de vie de l'Etat** est généralement incriminé, notamment sous l'angle des niveaux de rémunération des hauts fonctionnaires et des élus nationaux, des cumuls de retraites...
- La **démographie** dans un contexte de **crise économique** et de **chômage de masse** depuis 40 ans : plus de retraités pour moins d'actifs, coût des soins qui augmente, indemnisation du chômage
- Les **doublons administratifs** dans les collectivités (en régions)
- Les « **avantages acquis** » et les « **blocages administratifs** » sont cités surtout dans le groupe LREM et LR
- Le coût des opérations militaires extérieures est cité en mineur dans les groupes EELV (antimilitarisme) et RN (refus d'aider « l'étranger »)

→ **Perception générale que l'on vit « au-dessus de nos moyens »**



« La création des régions, ça a eu un prix.
- Dans le Grand Est, ça a coûté un milliard d'euros, et ce n'est que le début » (RN)



« Je pense que la Sécurité Sociale coûte cher. Il n'y a pas assez de gens qui travaillent.
- C'est le coût des missions régaliennes de l'Etat. On ne peut pas laisser tomber les populations. Et l'espérance de vie est de plus en plus longue, les coûts de santé de plus en plus élevés. » (PS-LFI)



« Les Français ont des acquis et ils ne veulent pas qu'on y touche, c'est pas un jugement, mais les droits acquis empêchent les ajustements. » (LREM)



« Le système de protection sociale dont on peut bénéficier en France.
- On ne laisse plus les gens dans la mouise comme avant, on a augmenté le RSA, on ne laisse pas les gens en-dessous du seuil de pauvreté. Peut-être aussi la population qui augmente, beaucoup de jeunes au chômage, la prise en charge des personnes âgées, et les départs à la retraite... » (EELV)

LES « RESPONSABLES » DE LA SITUATION EN ASSISTÉ

Sur la base de 6 propositions

Les politiques

L'administration

Les collectivités locales

Les citoyens en général

Le modèle social français

Le contexte économique mondial

LES « RESPONSABLES » DE LA SITUATION EN ASSISTÉ – SUR UNE LISTE DE 6 PROPOSITIONS

La responsabilité des politiques : en ce qu'ils représentent une charge et n'apportent pas de solution

Les responsables politiques au sens large sont généralement cités au premier rang des responsables, quels que soient les groupes, mais sur deux plans bien distincts :

- **En tant que poste de coût important** (tout au moins symboliquement important), à relier à la question du train de vie de l'Etat : rémunération, cumul de mandats et donc d'indemnités, retraites, train de vie... Elus et hauts fonctionnaires sont ici traités de la même façon
- **En tant que décideurs**, ils sont jugés responsables d'avoir pris les décisions ayant mené à cet endettement. Ce reproche est en particulier adressé par les groupes LREM, LR et RN, sous l'angle du « manque de courage », de trop nombreux gouvernements de tous bords s'étant succédés sans oser prendre des mesures fortes pour limiter le recours à l'emprunt.



« Ce sont les politiques qui décident de mener une certaine politique économique. C'est le gouvernement qui décide de présenter un budget qui est rarement à l'équilibre.

- Ce sont les différents gouvernements successifs. Quand un gouvernement précédent a mal géré, c'est dur de remonter la pente. » (PS-LFI)



« Je pense à une rigidité, les politiques ont peur, 5 ans, c'est peu, y'a pas de suivi, les Français bloquent oui, mais y'a l'auto-blocage des politiques qui n'osent pas. Et c'est pas depuis Macron, le pire c'est Chirac qui n'a rien fait et qui est adulé, et ça en dit long, paix à son âme ! » (LREM)



« On ne dépense pas trop, on dépense mal » (EELV)

LES « RESPONSABLES » DE LA SITUATION EN ASSISTÉ - SUR UNE LISTE DE 6 PROPOSITIONS

Le poids de l'administration : un sujet bien présent, et nettement différencié des services publics

- Le sujet de l'**administration est à relier au précédent** (un surcoût de l'Etat central) – avec parfois des confusions sur ce que recouvre précisément ce terme « d'administration » (les élus peuvent être cités à nouveau)
- Néanmoins l'**idée d'une « suradministration », surtout à droite, est bien présente**. Une structure bien distincte des services publics « de terrain » présents face au public (santé, éducation, police...), - lesquels se trouvent, eux, plutôt mal pourvus - et qui viendrait même compliquer leur travail (thématique très présente chez LREM, LR)
- Un sujet qui peut toutefois devenir **rapidement « épidermique »** chez des sympathisants de gauche qui y décèlent l'amorce d'un discours anti-fonctionnaires.



« Une suradministration, une inefficacité, un monstre comme le Léviathan, des gens pour encadrer des gens qui encadrent des gens, quand j'entends parler des ARS, de cette pléthore d'administratifs alors qu'il n'y a pas assez de soignants...
- C'est toujours comme ça, dans l'Education Nationale c'est pareil, trop d'administratifs contre les opérationnels » (LREM)



« En France on a beaucoup d'administrations – on est l'un des pays où il y a le plus de fonctionnaires » (RN)



« Ça dépend des administrations : en fonction des ministères, dans certains endroits, on peut glander, mais nous, on est en plein dans la réunion des tribunaux pour faire des pôles. La dématérialisation, c'est bien, mais il faut former des gens, certains sont âgés, ça leur fait peur et ça bugue tout le temps, comme le logiciel Cassiopée qui bugue pendant une demi-journée... ce n'est pas aussi simple » (EELV)



« On ne dépense pas trop, on dépense mal » (EELV)

LES « RESPONSABLES » DE LA SITUATION EN ASSISTÉ - SUR UNE LISTE DE 6 PROPOSITIONS

Le modèle social français, et en lien avec ce modèle, les citoyens eux-mêmes

- Comme évoqué en spontané, le fait que le **« modèle social français » représente un coût important** est intégré quel que soit le bord politique. Une immense majorité (hors groupe RN) plaide également pour en **conserver l'essentiel**, ce dernier étant perçu comme faisant partie de **« l'ADN » national**.
- Il recouvre pêle-mêle la **gratuité de services publics** comme la santé et l'éducation, **l'assurance maladie, le système de retraites** par répartition, **l'assurance chômage, les allocations familiales** et autres aides / prestations sociales.
- La **justification et l'acceptabilité** de son coût sont **contrastées** :
 - À gauche et en particulier dans le groupe EELV, un totem / sanctuaire intouchable – à l'exception de certaines aides accordées sans conditions de ressources, donc aux plus riches également
 - Au centre, à droite et a fortiori au RN, un sujet qui ouvre immédiatement le sujet de la trop grande générosité de ce modèle (notamment vis-à-vis des étrangers) et de la fraude sociale



« C'est le coût de la préservation de notre système social. Si on veut mettre à l'équilibre, il faut faire des coupes dans pas mal de choses. » (PS-LFI)



« J'ai du mal à voir ça comme un problème, ça permet aux gens de consommer, de vivre, comparé aux USA où il n'y a aucune aide et où la santé collective n'est pas la même. » (EELV)



« Le filet de sécurité, en période de crise, c'est très bien mais ça coûte très cher.
- En cas de crise sévère, on en prend moins de plein fouet, on ne s'écrase pas au sol, mais on se relève moins vite, on s'empêtre dans le filet. » (LREM)



« Avant d'accueillir le monde entier, il faut voir ce qu'on peut faire chez nous, on ne sait pas loger les SDF et on accueille 200 000 je-ne-sais-quoi » (LR)



« Il y a trop de social, on dépense, on dépense, on distribue à tout va et on n'est pas assez exigeant. Je ne vois pas l'intérêt pour le pays de donner quand on fait le choix d'avoir un enfant.
- On distribue trop d'allocations dans ce pays. On voit tous les migrants, les gens qu'on accueille en France. » (RN)

LES « RESPONSABLES » DE LA SITUATION EN ASSISTÉ - SUR UNE LISTE DE 6 PROPOSITIONS

Le modèle social français, et en lien avec ce modèle, les citoyens eux-mêmes

En lien direct avec le point précédent, **la responsabilité des citoyens** est pointée du doigt, en particulier par les groupes LREM, LR et RN :

- Sous le prisme d'une **forme d'accoutumance à « l'assistanat »** pour les LR et RN : sentiment qu'il y a des aides pour tout, que la responsabilité individuelle des citoyens n'est pas assez favorisée (pesant lourdement sur le système de santé en particulier).
- Sous l'angle des **avantages acquis indéboullonnables** pour le groupe **LREM**, lequel souligne les efforts menés depuis le début du quinquennat d'Emmanuel Macron pour en venir à bout, tout en déplorant le coup d'arrêt porté à cette politique par les gilets jaunes puis la crise sanitaire
- Sous l'angle aussi de la **fraude fiscale**, du **travail au noir** : de la « resquille »

« Tous les jours, des gens se présentent à l'hôpital alors qu'il n'y a aucune urgence. On n'aurait plus ce problème si on faisait payer l'accès à l'hôpital - Au lieu de vendre une boîte, vendre les cachets nécessaires. Quand on va chez le docteur, qu'on n'ait pas l'impression d'être au supermarché » (RN)

« On bénéficie des prestations, des aides. Cet argent vient bien de quelque part. - Je parlerais plus de ceux qui ne respectent pas les règles, qui abusent. L'évasion fiscale. Ou ceux qui bénéficient de trop d'aides » (PS-LFI)

« Il y a trop d'aides. On est des assistés. -L'abus de soins médicaux remboursés, les cures ! -On est trop dissipés, on ne fait pas attention. -Le Français ne respecte pas les règles. » (LR)

« Le prix du travail au black est énorme - Tous ceux qui ne paient pas d'impôts » (Jeunes)

« Y a toujours un groupe pour faire pression » (LREM)

LES « RESPONSABLES » DE LA SITUATION EN ASSISTÉ - SUR UNE LISTE DE 6 PROPOSITIONS

Les collectivités territoriales et le mille-feuilles administratif français

- La **responsabilité des collectivités locales** est un sujet plus mineur de façon générale et nettement **plus saillant en région qu'à Paris**.
- Sont notamment incriminés la **superposition des compétences** (avec parfois une méconnaissance des missions propres à chaque niveau de collectivités territoriales) et la **multiplication de postes similaires** dans les intercommunalités.
- Parfois également l'impression de **dépenses « somptuaires »** inadaptées
- Le **coût du regroupement des régions** avait déjà été évoqué en spontané.



« La décentralisation et les emplois de fonctionnaires multipliés »
« Les collectivités locales sont trop endettées, elles dépensent pour avoir des électeurs ou faire plaisir »
« Trop de dépenses inutiles, de choses qui n'ont jamais servi, comme une grande salle de sport dans une petite ville »
(LR)

LES « RESPONSABLES » DE LA SITUATION EN ASSISTÉ - SUR UNE LISTE DE 6 PROPOSITIONS

Le contexte économique mondial, un « responsable » moins clair

Le lien avec le contexte économique mondial est plus incertain :

- Le sujet occasionnant des **confusions avec le solde de la balance commerciale** par exemple
- Ou ouvrant la voie à **d'autres sujets de préoccupation** tels que la **perte de compétitivité industrielle** de la France et les **délocalisations** ou encore **l'immigration** (le coût de ces problématiques impactant in fine le budget de l'Etat)

→ **Ce sujet semble plutôt relever d'un arrière-plan global auquel la France peine à s'adapter ou devrait mieux s'adapter que d'une véritable cause de ses difficultés budgétaires**



« Et il y a le souci de compétitivité. Il faut investir de l'argent pour être compétitif et moderniser.

- On désindustrialise chez nous. En France, on était des gros fabricants de textile. Maintenant, il n'y a plus rien
- On est victime de dumping social, on est envahis de produits qui viennent de Chine, d'Inde.
- Quand on désindustrialise, ce sont des gens qui sont au chômage, c'est un cercle vicieux. » (PS-LFI)



« On n'a pas réussi à être concurrentiel, on est trop cher, on est moins compétitif, sauf sur le luxe, donc on produit moins de richesses, donc on emprunte plus » (Jeunes)

LA GESTION DE LA DETTE COVID

6

UNE NOTION DE « DETTE COVID » PEU FAMILIÈRE

Une formulation et un concept connus d'une infime minorité de participants

- **Peu de participants** disent avoir **entendu parler de la « dette Covid »**
- Même si globalement, la **compréhension** de ce que peut recouvrir cette expression est **assez évidente** : la dette spécifiquement contractée pour couvrir les dépenses occasionnée par la pandémie
- **Toujours en spontané**, l'idée même que cette **dette** soit **nommée de façon spécifique** engendre différentes réactions :
 - Pour une majeure partie des participants, cela semble appeler un traitement particulier, via un type de prélèvement *ad hoc* et/ou un mode de remboursement différencié
 - Pour une petite minorité, cela pourrait signifier la possibilité de l'effacer
 - Pour quelques uns encore, cela ne change rien comptablement



« Tout ce qu'on a dépensé en plus par rapport à la situation normale » (EELV)



« Ca semble logique
- Ce que va coûter le Covid
- Tout l'argent emprunté pour faire face au problème sanitaire.
- Si on la nomme, c'est que c'est un problème à résoudre. » (RN)



« Ca pourrait être du remboursement de la dette sur du plus long terme. » (RN)



« On aura un impôt spécifique Covid, c'est inévitable. Comme la CRDS, ça devait s'arrêter et puis non. » (LREM)



« Une dette, c'est une dette, qu'on l'appelle Covid ou pas. » (LREM)

LA POSSIBILITÉ DU CANTONNEMENT EST ELLE AUSSI MAL CONNUE, MAIS PLUTÔT BIEN PERÇUE

Une idée et un principe inconnus d'une majorité de participants

- Très peu de personnes avaient entendu parler de « **cantonnement** » et **aucun participant n'a pas pu en restituer le principe**
- Néanmoins, quand est évoquée l'idée de « traiter de façon séparée » la dette Covid, les participants **anticipent** assez rapidement la possibilité qu'**une taxe ou un impôt spécifique** puisse être mis en œuvre pour rembourser les emprunts rendus nécessaires par la crise
- Un certain nombre souligne également **une forme de logique dans l'idée de traiter à part cette dette occasionnée par un événement imprévisible et dramatique**. Le fait de pouvoir **identifier de façon claire et transparente** le surcoût occasionné est également perçu positivement
- Le **principe**, avant même d'entrer dans les détails, est donc **reçu assez positivement**.



« *Jamais entendu parler, à quoi ça sert ?* » (RN)



« *C'est-à-dire ?* » (LREM)



« *Ca annonce encore des taxes et des impôts en plus, c'est nous qui allons encore payer.* » (Jeunes)



« *Je dis que c'est une bonne idée de la traiter à part, c'est si abstrait cette histoire de dette que si on vient définir les chiffres, matérialiser tout ça, ça permettrait d'y voir plus clair.* » (EELV)

LA POSSIBILITÉ DU CANTONNEMENT EST ELLE AUSSI MAL CONNUE, MAIS PLUTÔT BIEN PERÇUE

Une formulation et un concept connus d'une infime minorité de participants

- Une fois le détail de la proposition exposé, cette réception positive se confirme
- L'idée d'un **étalement dans le temps rend la pilule moins amère**, les participants anticipant un remboursement plus long mais moins douloureux – à l'image du prêt immobilier étalé dans le temps pour payer de plus faibles mensualités
 - Même si certains objectent que les intérêts, eux seront plus importants
- Le principe décrit permet **d'envisager un remboursement de la dette par une contribution clairement fléchée**, une transparence qui est plutôt rassurante et contribue à l'acceptabilité de cette contribution
 - Même si certains ne manquent pas de remarquer avec ironie le parallèle avec la CGS et la CRDS ou la vignette automobile, qui étaient conçues comme fléchées à l'origine, mais dont on pense qu'elles ont fini par alimenter le « pot commun »

« Le Covid a touché tout le monde. On est tous concernés. C'est plus facile de se dire qu'on va rembourser des dépenses qu'on a vues et qu'on a expérimentées plutôt que d'autres impôts qui sont flous ! » (PS-LFI)

« Ça étale la dette, plus on prend du temps, moins on paye, comme un crédit immobilier » (LREM)

« Je préfère payer un impôt Covid, au moins je sais où il passe.
- Au moins, on voit ce que l'on doit rembourser, et c'est la faute de personne, ce n'est pas une mauvaise gestion cette fois, ça nous est tombé dessus... maintenant il faut rembourser. » (LR)

« Il faut créer deux trous, un pour la Sécu, un pour la dette Covid » (EELV)

LA POSSIBILITÉ DU CANTONNEMENT EST ELLE AUSSI MAL CONNUE, MAIS PLUTÔT BIEN PERÇUE

Une formulation et un concept connus d'une infime minorité de participants

Malgré cette **acceptabilité plutôt bien partagée**, quelques critiques en mineur :

- Quelques participants, surtout à droite, remarquent que le cantonnement offre **l'opportunité** de dissocier dans les comptes ce qui incombe à la situation actuelle du reste de la dette accumulée – et donc **d'améliorer « facialement » les comptes publics**. Certains évoquent ainsi un « tour de passe-passe » ou une mesure uniquement cosmétique pour faire accepter de prochains impôts.
- Une interrogation quant à la **fixation de l'échéance à 2042**, posée alors que la crise elle-même n'est pas terminée et que le montant de la dette Covid n'est pas encore arrêté. Une impression d'arbitraire qui pose question quant à la crédibilité de la mesure.

« Même si les taxes et les impôts ne sont pas encore définis, on a une échéance. C'est concret. Mais la crise n'est pas finie et ils ont tablé sur 2042. La vignette auto, elle devait être en place sur quelques années et elle a duré 25 ans. » (PS-LFI)

« Ça ne serait pas une manière de comptabiliser différemment pour essayer de tirer les comptes vers le positif ? » (RN)

« Ca fait surtout baisser le taux de la dette » (EELV)

« C'est un artifice, oui, mais c'est utile, c'est nécessaire.
- Ça fait moins peur comme ça mais ça change rien. » (LREM)

« Ca reste une dette, et le Covid, c'est pas fini non plus...
- Cet impôt serait quand même moins important si l'Etat révisait son fonctionnement.
- Ils ne sont pas fichus de rembourser les dettes précédentes et celle-ci, on va la mettre de côté, c'est me prendre pour un couillon ! » (LR)

L'ANNULATION DE LA DETTE, UNE OPTION JUGÉE IRRÉALISTE POUR UNE MAJORITÉ DE PARTICIPANTS

Et rapidement écartée y compris par ses partisans

Si l'annulation peut paraître séduisante en spontané auprès d'une minorité (à gauche, chez les jeunes), elle est très rapidement balayée dans l'ensemble des groupes, pour différentes raisons :

- A ce moment de la discussion, après avoir échangé depuis une heure au sujet des mécanismes d'endettement de l'Etat et donc de l'existence de créanciers de toutes sortes (particuliers y compris) :
→ c'est une option qui ne semble pas crédible
- C'est une option qui nuirait gravement au prestige de la France – un point sensible - avec en arrière plan l'idée que les Etats qui ont vu leur dette annulée sont des pays en développement ou à l'économie chroniquement fragile (Argentine)
- Une idée court-termiste, puisqu'après un tel épisode, les créanciers n'auraient plus confiance en la France et pourraient lui refuser de futurs financements. Une situation qui aurait rapidement des conséquences sur le budget de l'Etat et donc sur les citoyens :
→ c'est une option qui n'est pas souhaitable

« (Annuler la dette ?) Ça serait une bonne chose, forcément. »
- Mais qui paie ?
- Ça me paraît irréel.
- C'est une utopie. » (PS-LFI)

« C'est le Père Noël là !
- Je comprends plus rien, et les gens qui nous ont prêté de l'argent alors ?
- Ce n'est pas possible pour moi. Je pense qu'il y a une contrepartie, c'est obligé » (LREM)

« C'est dangereux.
- C'est bien pour le budget de l'Etat, mais pour ceux qui ont prêté ?
- Tout se répercute sur le citoyen, nous aussi, si dans nos assurances vies on a des obligations d'Etat. » (LR)

« Les annulations de dette des pays défavorisés envers les pays européens, ça avait une explication morale, un rapport d'exploitation derrière... là je ne sais pas
- Si je prête de l'argent à quelqu'un et qu'il ne m'en rend pas, puis qu'il revient m'en emprunter à nouveau, je ne prête plus » (EELV)

L'ANNULATION DE LA DETTE, UNE OPTION JUGÉE IRRÉALISTE POUR UNE MAJORITÉ DE PARTICIPANTS

Et rapidement écartée par ses partisans

- Pour une minorité, **l'éventualité d'annuler la dette Covid** semble *in fine* **uniquement envisageable** si tous les Etats, ou **a minima tous les Etats membres de l'UE** annulent leur dette de **façon conjointe**. Une option elle-même considérée comme **peu plausible**.
 - Ou encore, en mineur dans le groupe Jeunes, est évoquée la possibilité d'annuler une partie et de cantonner l'autre
- Parmi les **acteurs cités** comme pouvant intervenir dans ce type de scénario, **le FMI fait office d'épouvantail** (le dernier recours des pays les plus en difficulté, annonciateur de « purge »), là où **la BCE semble endosser** assez naturellement le **rôle de recours plus bienveillant**.

→ Des deux options « proposées » c'est sans conteste le cantonnement qui semble être le choix le plus acceptable et le plus crédible. Toutefois, il est important de souligner le travail de maturation et d'appropriation du sujet qui a été mené en amont de cette question pour arriver à ce résultat.



« Si tous les pays annulent, la France ne sera pas impactée.

- Mais non, les pays qui annulent leur dette ce sont des pays pauvres et qui ont des problèmes, comme le Venezuela »

- Il faut un pourcentage cantonné et un pourcentage à rembourser ! (Jeunes)



« Annuler la dette ça créerait un problème de confiance » (RN)



« La BCE a sauvé la Grèce et d'autres pays. Qu'il y ait quelque chose au-dessus de l'Etat qui se porte garant, c'est plutôt une bonne chose. » (Jeunes)

CONCLUSIONS

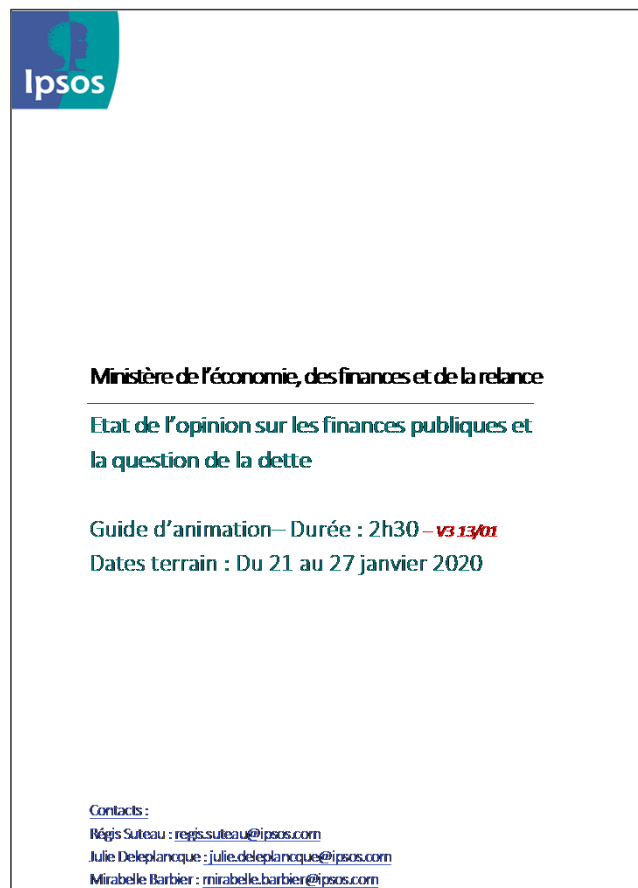
7

À RETENIR

- > Le sujet de la dette mobilise toujours de façon très différenciée les électorats de droite et de gauche, le premier y étant beaucoup plus sensible que le second
- > Dans le contexte actuel, la préoccupation pour la dette revêt un nouvel aspect, du fait de la matérialisation d'un argent « magique » qui semble couler à flots pour permettre – à juste titre – la préservation de l'économie et du niveau de vie des Français : il existe le sentiment que ces crédits aujourd'hui si nécessaires devront être tôt ou tard remboursés.
- > Néanmoins le sujet reste relativement lointain, technique et abstrait pour une majorité (dans ses mécanismes, ses acteurs). L'inquiétude à son égard est secondaire vs. des sujets économiques très concrets tels que le chômage ou le pouvoir d'achat.
- > Interrogés sur les possibles manières de « traiter » la dette Covid, les participants penchent majoritairement pour le cantonnement et son remboursement étalé dans le temps, via un prélèvement fléché, vs. l'annulation de la dette, qui n'est pas perçue comme une solution réaliste.

ANNEXES

GUIDE D'ANIMATION



MATÉRIEL TESTÉ (1/4)

DETTE PUBLIQUE

La dette publique correspond à l'ensemble des emprunts contractés (et non remboursés encore) par l'Etat, les collectivités publiques et les organismes qui en dépendent directement.

DEFICIT PUBLIC

Le déficit public correspond à un solde annuel négatif du budget des administrations publiques (Etat central, collectivités territoriales, système de protection sociale).

Autrement dit, il y a déficit public quand les dépenses de l'Etat sont supérieures à ses recettes propres, ce qui oblige donc ce dernier à emprunter.

La dette publique est la somme des déficits publics passés non remboursés

MATÉRIEL TESTÉ (2/4)

CHIFFRES DE LA DETTE ET DU DEFICIT PUBLIC 2019 – 2020

DETTE

116% du PIB au 3e trimestre 2020,
soit 2 674,3 Md€

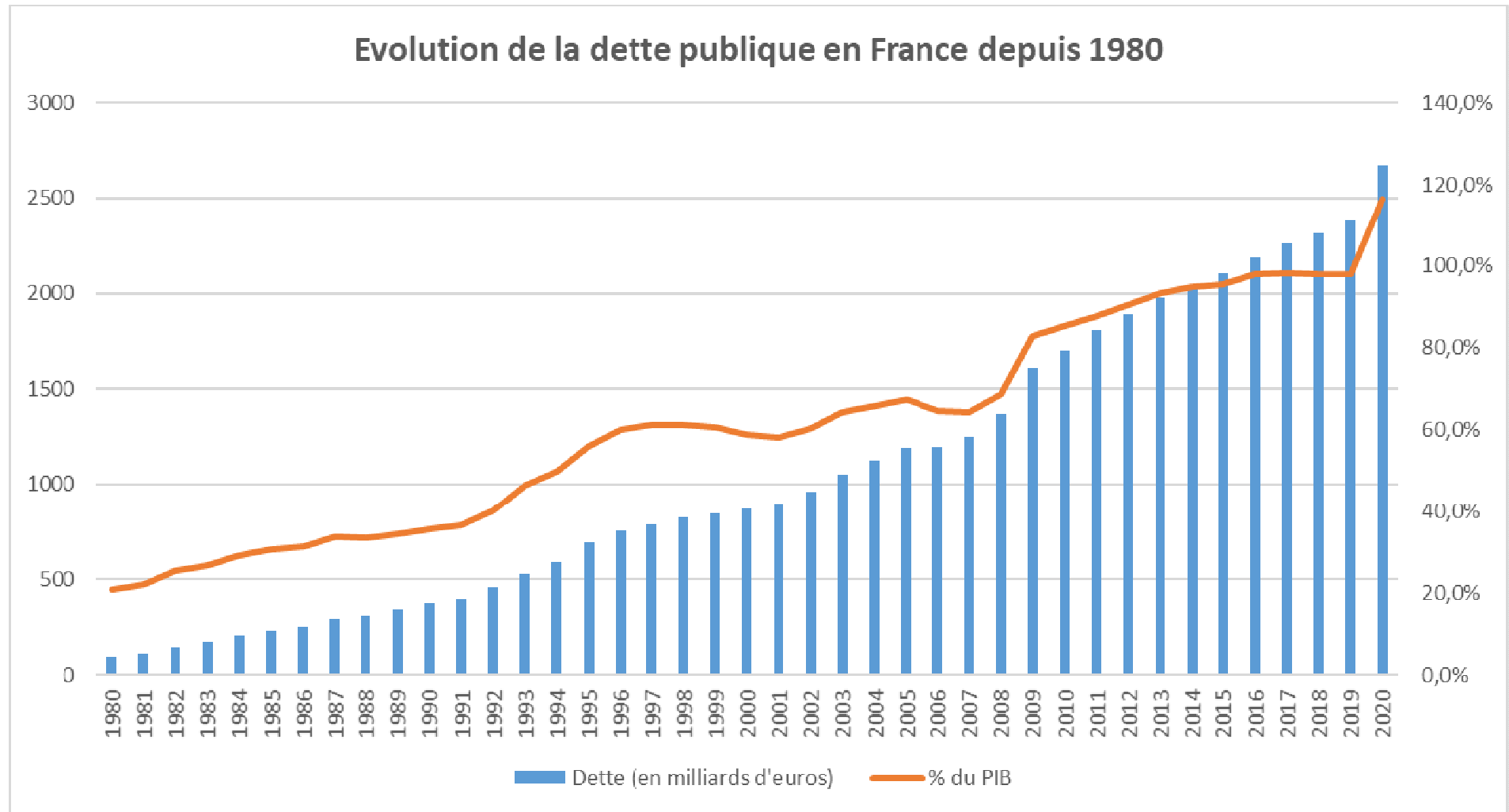
98% fin 2019

DÉFICIT PUBLIC

11,3 % du PIB au 3e trimestre 2020,
soit 248 Md€

3% du PIB fin 2019

MATÉRIEL TESTÉ (3/4)



MATÉRIEL TESTÉ (4/4)

Une définition du cantonnement :

Cela consisterait à transférer la dette contractée pendant la crise du Covid-19 dans une caisse à part au sein des comptes de l'Etat, comme cela est déjà fait pour la dette de la Sécurité sociale par exemple. Cette caisse serait approvisionnée avec les recettes de certaines taxes ou impôts encore à définir, et serait chargée du remboursement auprès des créanciers. Elle pourrait étaler ce remboursement à long terme, jusqu'en 2042 par exemple, ce qui n'est pas possible pour le reste de la dette.

ABOUT IPSOS

Ipsos is the third largest market research company in the world, present in 90 markets and employing more than 18,000 people.

Our research professionals, analysts and scientists have built unique multi-specialist capabilities that provide powerful insights into the actions, opinions and motivations of citizens, consumers, patients, customers or employees. Our 75 business solutions are based on primary data coming from our surveys, social media monitoring, and qualitative or observational techniques.

“Game Changers” – our tagline – summarises our ambition to help our 5,000 clients to navigate more easily our deeply changing world.

Founded in France in 1975, Ipsos is listed on the Euronext Paris since July 1st, 1999. The company is part of the SBF 120 and the Mid-60 index and is eligible for the Deferred Settlement Service (SRD).

ISIN code FR0000073298, Reuters ISOS.PA, Bloomberg
IPS:FP
www.ipsos.com

GAME CHANGERS

In our world of rapid change, the need for reliable information to make confident decisions has never been greater.

At Ipsos we believe our clients need more than a data supplier, they need a partner who can produce accurate and relevant information and turn it into actionable truth.

This is why our passionately curious experts not only provide the most precise measurement, but shape it to provide True Understanding of Society, Markets and People.

To do this we use the best of science, technology and know-how and apply the principles of security, simplicity, speed and substance to everything we do.

So that our clients can act faster, smarter and bolder.

Ultimately, success comes down to a simple truth:

You act better when you are sure.



**BE
SURE.
ACT
SMARTER.**

GAME CHANGERS



MERCI

GAME CHANGERS

